



Building a Europe
for and with children
Construire une Europe
pour et avec les enfants



Strasbourg, 10 août 2021

CDENF(2021)PV03

Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF)

Rapport de réunion

Session plénière consacrée à la révision du projet de Stratégie pour les droits de l'enfant (2022 – 2027)

Strasbourg, 14-15 juin 2021

Par visioconférence

Document établi par la Division des droits des enfants

children@coe.int

1. Ouverture de la réunion

1. Le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF, « le Comité ») a tenu une session plénière consacrée à l'examen et à la révision du projet de Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) les 14 et 15 juin 2021 à Strasbourg, par visioconférence. La Présidente du CDENF, Mme Maria-Andriani Kostopoulou (Grèce), a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue aux membres du CDENF, aux participants et aux observateurs.
2. Mme Regína Jensdóttir, Cheffe de la Division des droits des enfants du Conseil de l'Europe, rappelle les principaux objectifs de la réunion, dont elle souligne l'importance pour la définition des activités que le Conseil de l'Europe mènera dans le domaine des droits de l'enfant ces six prochaines années. Les délégations auront l'occasion de réagir aux commentaires et de participer à un échange de vues sur le projet de Stratégie.

2. Adoption de l'ordre du jour

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'annexe I. La liste des participants fait l'objet de l'annexe II.

3. Déclaration de la Présidente et du Secrétariat

4. Le Comité prend note de l'objet de la réunion et approuve la procédure proposée par la Présidente pour traiter les commentaires faits sur le projet de Stratégie, en relevant que les réserves éventuellement émises par les délégations seront intégrées dans le rapport final de la réunion.
5. M. Jeroen Schokkenbroek, Directeur de l'anti-discrimination, souhaite la bienvenue aux participants et souligne la pertinence de la nouvelle Stratégie par rapport au Cadre stratégique du Conseil de l'Europe ([CM/Del/Dec\(2021\)131/2a](#)) et aux priorités qui y sont définies, notamment la lutte contre les inégalités sociales et contre la discrimination, la défense du rôle et de la diversité de la société civile, et la protection des groupes vulnérables.

4. Projet de Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027)

6. À la suite d'une demande faite par plusieurs délégations, le Comité estime que, pour éviter d'imposer aux États membres de lourdes obligations en matière d'établissement de rapports, il faudrait faire en sorte que le suivi de la Stratégie repose, dans toute la mesure du possible, sur les données disponibles (et non pas sur des données qui seraient collectées spécialement aux fins du suivi de la Stratégie).
7. Le Comité poursuit l'examen et la révision du projet de Stratégie, entamés à sa 3^e réunion plénière (18-20 mai 2021), sur la base des commentaires écrits soumis par les membres, les participants et les observateurs avant la session spéciale ; il intègre dans le texte un certain nombre de modifications portant sur la forme et sur le fond (voir le projet de Stratégie révisé, CDENF(2021)05rev3). Les délégations discutent de plusieurs questions qui concernent plutôt la formulation, mais ont aussi un échange sur certaines parties du texte, notamment les suivantes :

Points concernant plusieurs chapitres du texte

8. Quatre délégations considèrent que la notion de « genre » ne devrait pas figurer dans la Stratégie, au motif qu'elle n'est pas connue dans le système juridique de leurs pays respectifs et qu'il n'y a pas de définition de ce terme communément admise. À la suite d'un échange de vues, les délégations de la Bulgarie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Fédération de Russie émettent des réserves concernant l'utilisation des termes « genre », « sensible au genre » et « violence fondée sur le genre » dans l'ensemble du projet de Stratégie. Toutes les autres délégations approuvent les termes employés.
9. Quelques délégations estiment que la Stratégie ne devrait pas distinguer des catégories spécifiques de groupes vulnérables, comme les « enfants LGBTI », et que la Stratégie ne devrait pas être perçue comme faisant la promotion des questions LGBTI. De manière analogue, des délégations considèrent que les « familles LGBTI » ne font pas partie de la définition de la famille dans leur droit interne. Le Secrétariat rappelle que la référence aux personnes LGBTI est faite dans le cadre des mesures de lutte contre la discrimination, comme c'est déjà le cas dans la Stratégie actuelle (2016-2021). Le texte actuel est aussi en accord avec l'approche adoptée par le Comité des Ministres, notamment dans sa Recommandation CM/Rec(2010)5 sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. À la suite d'un échange de vues, au cours duquel la majorité des délégations jugent important de maintenir la référence aux enfants et aux familles LGBTI lorsque cela est utile pour la Stratégie, six délégations (Azerbaïdjan, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Fédération de Russie) émettent des réserves concernant toute référence faite dans le texte aux « enfants LGBTI » en tant que groupe vulnérable spécifique et aux « familles LGBTI ».
10. La Fédération de Russie émet des réserves concernant la référence à des documents d'autres organisations régionales dont elle n'est pas membre : la Charte des droits fondamentaux de l'UE, la Stratégie de l'UE pour les droits de l'enfant et d'autres documents ou instruments juridiques de l'UE. D'autres délégations considèrent que ces références doivent être maintenues en raison de leur pertinence et compte tenu de la coopération entre le Conseil de l'Europe et l'UE dans le domaine des droits de l'enfant. Le Secrétariat informe les délégations que toute référence faite aux consultations d'enfants menées par l'UE sera supprimée une fois que les résultats des consultations se déroulant actuellement dans dix États membres du Conseil de l'Europe auront été intégrés dans le texte.

Introduction

11. Une délégation s'oppose à la référence au Cadre stratégique quadriennal de la Secrétaire Générale ([SG/Inf\(2020\)34](#)), qui figure au paragraphe 3 du projet de Stratégie, au motif que ce document ne fait pas l'unanimité parmi les États membres. La délégation propose de remplacer cette référence par une référence à la décision concernant le [Cadre stratégique du Conseil de l'Europe](#) prise par le Comité des Ministres à sa 131^e session (Hambourg (Allemagne), 21 mai 2021). Lors d'un échange de vues, la majorité des délégations considèrent que la référence au Cadre stratégique de la Secrétaire Générale est utile et qu'un extrait de ce document devrait être cité directement dans la Stratégie pour les droits de l'enfant. Deux délégations (Fédération de Russie et Hongrie) émettent des réserves sur l'insertion de cette citation.

12. La proposition faite par une délégation (Bulgarie) de traduire tous les documents pertinents du Conseil de l'Europe dans toutes les langues nationales de ses États membres est accueillie favorablement ; cependant, il est aussi souligné que le Conseil de l'Europe ne peut pas prendre la responsabilité de ces traductions.

Chapitre 2.1 : protection de tous les enfants contre la violence

13. Les délégations décident de faire plusieurs ajouts dans la partie « Défis », et notamment d'insérer une référence aux « infractions inspirées par la haine ».
14. Une délégation (Fédération de Russie) se déclare opposée à la formulation du point 1.1.8, où il est fait référence à la Convention d'Istanbul, car ses autorités ne souhaitent ni promouvoir ce traité ni y adhérer. La délégation propose de supprimer la référence au traité ou de reformuler le point 1.1.8 comme suit : « Aider ses États membres qui le demandent à se préparer à signer, ratifier et mettre en œuvre la Convention d'Istanbul, y compris en leur fournissant une expertise technique et juridique. » Une autre délégation (Hongrie) est favorable à la proposition de supprimer la référence à la Convention d'Istanbul, alors que la majorité des délégations préféreraient conserver le texte d'origine.
15. Après avoir consulté le Secrétariat, la Présidente propose, à titre de compromis, de modifier le libellé actuel du point 1.1.8 comme suit : « Soutenir ses États membres, *le cas échéant*, en vue de la signature, de la ratification et de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul ... ». Étant donné que la délégation qui a fait la première proposition ne peut pas accepter la modification proposée avant d'avoir consulté ses autorités nationales, le texte reste inchangé ; les préoccupations exprimées et la proposition alternative sont consignées dans le présent rapport et seront intégrées dans le projet de Stratégie qui doit faire l'objet d'une approbation finale lors de la prochaine réunion. À la suite de cet échange de vues, deux délégations (Hongrie et Fédération de Russie) maintiennent leurs réserves concernant la référence à la Convention d'Istanbul (notamment au paragraphe 4 et au point 1.1.8) ; l'une des deux délégations (Fédération de Russie) maintient ses réserves en attendant que ses autorités lui confirment qu'elles acceptent la solution de compromis proposée par la Présidente.
16. À la suite de la proposition faite par une délégation (Belgique), le CDENF examine la question de savoir si les enfants roms doivent être mentionnés explicitement à propos des mariages d'enfants. Le Comité estime, à la majorité, qu'il n'est pas indiqué de mentionner les enfants roms en tant que catégorie spécifique dans le paragraphe concerné, tandis que la référence aux « mariages précoces » est jugée pertinente.
17. Enfin, le Comité prend note de la proposition d'insérer une référence à la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants, mais considère que cette référence n'apporterait pas une valeur ajoutée suffisante à la perspective stratégique du texte (compte tenu aussi du nombre relativement limité de ratifications de ce traité).

5. Questions diverses

18. Les participants ne soulèvent pas d'autres questions.

6. Date et lieu des prochaines réunions

19. Le Comité prend note des dates des réunions suivantes :

- 24 juin 2021 : réunion conjointe du Bureau du CDENF et du Bureau du Comité européen de coopération juridique (CDCJ) ;
- 16-17 septembre 2021 : session plénière du CDENF sur les migrations ;
- 13-15 octobre 2021 : 4^e réunion plénière du CDENF ;
- 22 novembre 2021 : webinaire sur la covid-19 et les droits de l'enfant : les défis liés à la violence intrafamiliale et à la santé mentale ;
- 23-24 novembre 2021 : 5^e réunion du Groupe de travail sur les réponses à la violence à l'égard des enfants (CDENF-GT-VAE) ;
- 13-14 décembre 2021 : 4^e réunion du Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE).

7. Adoption du rapport abrégé de la réunion

Faute de temps à la fin de la réunion, le rapport abrégé est envoyé aux délégations après la session, pour approbation par procédure écrite.

Annexe I

Ordre du jour

1.	Ouverture de la réunion	
2.	Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux	CDENF(2021)OJ3 CDENF(2021)OJ2ANN CDENF(2021)LOP3
3.	Déclaration de la Présidente et du Secrétariat	
4.	Projet de stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) - Examen du projet de Stratégie	CDENF(2021)05rev (projet de Stratégie - restreint - tel qu'envoyé pour commentaires après la 3 ^{ème} réunion plénière du CDENF) CDENF(2021)05rev2 (projet de Stratégie - restreint - y compris les propositions de texte formulées) CDENF(2020)17Rev3 (programme de travail et calendrier tels que révisés lors de la réunion de mai)
5.	Questions diverses	
6.	Date et lieu des prochaines réunions - Réunion du Bureau conjoint CDCJ/CDENF : 24 juin 2021 - 6^{ème} réunion du Bureau du CDENF : 10 septembre 2021 - Session plénière sur la migration : 16-17 septembre 2021 - 4^{ème} réunion plénière du CDENF : 13-15 octobre 2021	CDENF(2020)21Rev4 (calendrier des réunions du CDENF)
7.	Approbation du rapport abrégé de réunion	

Annexe II
Liste des participants

MEMBERS / MEMBERS

ALBANIA/ALBANIE

Ms Elona Halil Osmani
Ministry of Health and Social Protection

ANDORRA/ANDORRE

Mr Jordi Olivé Cadena
Head of the Care Service to Children and Adolescents

ARMENIA/ARMÉNIE

Ms Ivetta Shahbazyan
Head of Children Rights Protection Unit
Staff of the Human Rights Defender of the Republic of Armenia

AUSTRIA/AUTRICHE

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN

Ms Raida Amirbayova
The State Committee for Family, Women and Children Affairs

BELGIUM/BELGIQUE

Mme Valérie Gengoux
Federal public Service Justice
Service for criminal policy

Mr Joost Van Haelst
Children's Rights Policy Officer
Department for Culture, Youth and Medias
Flemish Government

Ms Jade Imane Person
Stagiaire en charge des questions internationales
Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ)

BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE ET HERZÉGOVINE

BULGARIA/BULGARIE

Ms Eleonora Lilova
Chairperson of the State Agency for Child Protection

Ms Milena Anastasova
Chief expert at "Child Policies and Programs, Strategic Development and Co-ordinator" Directorate
State Agency for Child Protection

Ms Maria Belichovska
Expert at “Child Policies and Programs, Strategic Development and Co-ordinator” Directorate
State Agency for Child Protection

CROATIA/CROATIE

CYPRUS/CHYPRE

Ms Despo Michaelidou
Cypriot Commissioner for Children’s Rights

CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

DENMARK/DANEMARK

Ms Suvi Sirkitta Svendsens
Head of Section
Legal and International Relations
Ministry of Social Affairs and the Interior

ESTONIA/ESTONIE

FINLAND/FINLANDE

Ms Helinä Heikkinen
Legal Officer
Unit for Human Rights Courts and Conventions
Legal Service
Ministry for Foreign Affairs

Ms Marjo Malja
Senior Ministerial Adviser, Social affairs
Ministry of Social Affairs and Health

FRANCE

Mr Alexis Rinckenbach
Chef du Bureau des affaires européennes et internationales
Direction Générale de la Cohésion sociale
Ministère des Solidarités et de la santé

Mme Stefania Chiru
Chargée de mission
Bureau des affaires européennes et internationales
Ministère des Solidarités et de la Santé

GEORGIA/GÉORGIE

GERMANY/ALLEMAGNE

GREECE/GRÈCE

Ms Maria-Andriani Kostopoulou
Attorney at Law, Supreme Court

Ms Panagiota Margaroni
Official
Department of Relations with International Organisations
Directorate of International Relations
Ministry of Labour and Social Affairs

HUNGARY/HONGRIE

Ms Boglarka Eniko Barkaszi
EU and International Policy Officer
Department for Multilateral Affairs
Ministry of Human Capacities

ICELAND/ISLANDE

Ms Silja Stefánsdóttir
Legal Advisor
Ministry of Social Affairs

Ms Hjordis Eva Thordardottir
Special Advisor
Ministry of Social Affairs

IRELAND/IRLANDE

Mr Peter Szlovak
Department of Children, Youth Affairs, Disability and Integration

Ms Deidre Reidy
Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth

ITALY/ITALIE

Mr Marino di Nardo
Senior Child Policy Experts
Department for Family Policies
Italian Presidency of the Council of Ministers

Ms Valentina Fiore
Office of the Italian Authority for Children and Adolescents

LATVIA/LETONIE

Mr Lauris Neikens
Senior expert
Children and family policy department
Ministry of Welfare

LIECHTENSTEIN

LITHUANIA/LITUANIE

LUXEMBOURG

Ms Marguerite Krier
Chef de service des droits des enfants
Conseiller de Gouvernement 1ère classe
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ms Myriam Scholer
Docteur en Psychologie, Expert en Sciences humaines
Service des Droits des enfants
Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

MALTA/MALTE

Mr Jonathan Silvio
Director
Policy Development and Programme Implementation
Ministry for Social Justice and Solidarity, the Family and Children's Rights

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Igor Chisca
Senior Consultant
Directorate for Policy for the Protection of the Rights of the Child and Families with Children
Ministry of Health, Labor and Social Protection

MONACO

Mme Marianne Lanteri
Chef de Division de la Direction de l'Action et de l'Aide Sociales

MONTENEGRO

Ms Milica Joksimović
Independent advisor
Government of Montenegro

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Ms Marcella van der Kloet
Policy adviser
Ministry of Health, Welfare and Sport

NORTH MACEDONIA/MACEDOINE DU NORD

NORWAY/NORVEGE

Ms Solvor Bäcklund
Senior Advisor
The Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs

POLAND/POLOGNE

Judge Paweł Kaczor
Department of International Cooperation and Human Rights
Ministry of Justice

PORTUGAL

Ms Rosário Farmhouse
President of the National Commission for the Promotion of the Rights and Protection of Children and Young People

ROMANIA/ROUMANIE

Ms Florica Cherecheș
President of National Authority for the Rights of Persons with Disabilities, Children and Adoptions (N.A.R.P.D.C.A)
Secretary of State

RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE

Ms Olga Opanasenko
Expert
Ministry of Foreign Affairs

SAN MARINO/SAINT-MARIN

Ms Sylvie Bollini
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Représentante Permanente

SERBIA/SERBIE

Ms Ivana Banković
Senior Adviser
Ministry of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Mária Vargová
Director of National Coordination Centre for Resolving the Issues of Violence against Children (NCC)
Ministry of Labour, Social Affairs and Family

SLOVENIA/SLOVENIE

Ms Ružica Boškić
Secretary
Family Affairs Directorate
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

SPAIN/ESPAGNE

Ms Elena Isabel Ruiz
General Directorate for the Rights of Children and Adolescents
Ministry of Social Rights and the 2030 Agenda

Ms Maria Navas
General Directorate for the Rights of Children and Adolescents
Ministry of Social Rights and the 2030 Agenda

SWEDEN/SUEDE

Ms Johanna Aurell Viklund
Desk Officer
Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy
Ministry of Employment

SWITZERLAND/SUISSE

M. Jean-Marie Bouverat
Affaires internationales
Secteur Organisations internationales
Office fédéral des assurances sociales

TURKEY/TURQUIE

Mr Mustafa Uludag
Deputy to the Permanent Representative to the Council of Europe

UKRAINE/UKRAINE

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

Mr Thomas Madden
Childrens Rights, Senior Policy Advisor
Social Care, Mobility and Disadvantage Group
Department for Education

Apologised / Excusé

OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE / ÉTATS OBSERVATEURS AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE

Holy See / Saint Siège

Ms Alessandra Aula
Secretary General
International Catholic Child Bureau

Mexico / Mexique

Ms Lorena Alvarado Quezada
Deputy to the Permanent Observer of Mexico to the Council of Europe / Adjointe à l'Observateur
Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

NON-MEMBER STATES WITH THE COUNCIL OF EUROPE HAS A NEIGHBOURHOOD PARTNERSHIP / ÉTATS NON MEMBRES AVEC LESQUELS LE CONSEIL DE L'EUROPE A UN PARTENARIAT DE VOISINAGE

Tunisia / Tunisie

Mme Jamila Betaieb
Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors

INTERNATIONAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

European External Action Service (EEAS) / Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE)

Ms Vasiliki Voziki
Trainee – EU Delegation to the Council of Europe

Ms Maria Cristina Di Mauro
EU Delegation to the Council of Europe

Ms Anna Hertkon
Legal Affairs Trainee - EU Delegation to the Council of Europe

UNITED NATIONS / NATIONS UNIES

United Nations Secretary-General / Nations Unies Secrétaire Général

Mr Manus De Barra
Child Protection Officer
Office of the Special Representative of the United Nations Secretary-General on Violence against Children (SRSG VAC)

United Nations Committee on the Rights of the Child (CRC) / Comité des droits de l'enfant des Nations Unies (CDE)

Mr Benoit Van Keirsbilck
Member / membre

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

Mr Andreas Wissner
UNHCHR Representative to the European Institutions in Strasbourg / Représentant de l'UNHCR auprès des Institutions européennes à Strasbourg

Ms Delphine Leneutre
Legal Associate / Associée juridique
UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg / Représentation de l'UNHCR auprès des Institutions européennes à Strasbourg

Mr Eduardo Arroyo
Intern / Stagiaire

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Children's Rights Information Network (CRIN) / Réseau d'information sur les droits des enfants (CRIN)

Mr Leo Ratledge
Legal and Policy Director

European Network of Ombudspersons for Children (ENOC) / Réseau européen des médiateurs pour enfants (ENOC)

Mr Bruce Adamson
ENOC Chair

Eurochild

Ms Mieke Schuurman
Senior Policy Advisor
Children's Rights & Safeguarding

International Association of Youth and Family Judges and Magistrates (IAYFJM) / Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF)

Mr Daniel Pical
Président de la Section Européenne

Missing Children Europe

Ms Agata Wanat
Policy Assistant

SOS Children Villages International

Ms Rosana Martinelli
Global Advocacy Adviser

ORGANS AND COMMITTEES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
ORGANES ET COMITES DU CONSEIL DE L'EUROPE

European Committee of Social Rights (ECSR) / Comité européen des Droits sociaux

Ms Aoife Nolan
Vice-President of the European Committee of Social Rights

Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)

Ms Malgorzata Milewska
Member and Rapporteur Roma Children
Ministry of Interior and Administration Department of Denominations and National and Ethnic Minorities
National Minorities Division (Poland)

European Social Cohesion Platform (PECS) / Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)

Ms Tiziana Zannini
PECS Rapporteur on Children's Rights
Director General
Italian Presidency of the Council of Ministers

Committee of the Parties to the Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité Lanzarote)

Mr George Nikolaidis
Representative of Lanzarote Committee
Psychiatrist
Research Director of Department of Mental Health & Social Welfare
Institute of Child Health, Greece

European Committee on Legal Co-operation (CDCJ) / Comité européen de coopération juridique (CDCJ)

Mr Werner Schütz
Member (Austria)

Ms Magdalena Bochińska
CDCJ Rapporteur on Children's Rights
Chief specialist
Department for family and juvenile matters
Ministry of Justice

Steering Committee for Human Rights (CDDH) / Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)

Ms Brigitte Konz
Member
Présidente du Tribunal
Tribunal d'Arrondissement de Diekirch
Luxembourg

Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Mr Michel Grangeat
European Committee for Home-based Priority Action for the Child and the Family (EUROCEF)

SECRETARIAT / SECRETARIAT

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Ms Angela Garabagiu
Secretary to the Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons

Ms Raya Dimitrova
Trainee – Secretariat of the Committee on Social Affairs

DGI – Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit

Secretariat of the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) / Secrétariat du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)

Ms Francesca Gordon
Administrator

Secretariat of Bioethics / Secrétariat Bioéthique

Ms Natalia Zaytseva
Legal administrator

Ms Emily Wilberg
Trainee

Secretariat of the Co-operation Group to Combat Drug Abuse and Illicit Trafficking in Drugs (Pompidou Group) / Secrétariat du Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants (Groupe Pompidou)

Ms Florence Mabileau
Deputy to the Executive Secretary / Adjointe au Secrétaire exécutif

Ms Ana Trudov

DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

Education Department / Service de l'éducation

Ms Marta Medlinska
Coordinator / Coordinatrice
Education Policy Division / Division des politiques éducatives

Directorate of Anti-Discrimination / Direction de l'anti-discrimination

Mr Jeroen Schokkenbroek
Director / Directeur

Children 's Rights and Sport Values Department / Service des droits des enfants et des valeurs du sport

Ms Elda Moreno
Head of Department / Cheffe du Service

Secretariat to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité Directeur pour les droits de l'enfant

Ms Regina Jensdottir
Children's Rights Co-ordinator, Head of the Children's Rights Division / Coordinatrice des droits des enfants, Cheffe de la Division des droits des enfants

Ms Katrin Uerpmann
Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétaire du Comité Directeur pour les droits de l'enfant
Programme Officer / Responsable de programme

Ms Maren Lambrecht-Feigl
Co-Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / Co-secrétaire du Comité Directeur
pour les droits de l'enfant
Programme Officer / Responsable de programme

Ms Maia Mamulashvili
Communication

Ms Maria Asensio Vellasco
Policy Officer / Chargée de mission

Ms Faustine Labbadi
Policy Officer / Chargée de mission

Ms Valérie Giret-Lerch
Assistant / Assistante

Mr Tapio Koivula
Trainee / Stagiaire

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Ms Elisabetta Bassu
Mr Rémy Jain